

Qui veut de jeunes conseillers doit améliorer le recrutement

Comment augmenter la part de jeunes adultes dans les exécutifs communaux? Le projet de recherche PROMO 35 de la Haute école de technique et d'économie de Coire développe des outils visant à répondre à cette question.

Les communes suisses peinent à recruter des personnes qualifiées pour leurs autorités à temps partiel ou à titre bénévole. De plus en plus, l'espoir repose sur les jeunes adultes pour combler cette lacune. Car seul un membre sur vingt des exécutifs communaux suisses a moins de 35 ans.

Mauvaise conception des mandats?

Il est étonnant de constater qu'il n'y a pratiquement pas d'études scientifiques qui examinent l'engagement politique des jeunes adultes, et encore moins axé sur l'exécutif communal. Une enquête pilote de la Haute école de technique et d'économie HTW Coire examine la question de savoir s'il existe un besoin de réformer le mandat de l'exécutif communal. Les résultats le montrent: les jeunes adultes voient le besoin de réaménager les charges publiques à titre bénévole ou à temps partiel. Ils privilégient des approches visant à la réduction des charges et à une meilleure revalorisation. Mais à cet âge, ils ne sont pas (encore) préoccupés par la conciliation de la vie professionnelle et familiale.

Rarement sollicités pour un mandat

L'enquête donne également un indice sur un problème capital concernant la mobilisation d'agents publics potentiels: les jeunes adultes de moins de 35 ans sont nettement plus rarement sollicités pour des mandats politiques, ce qui serait pourtant la condition pour qu'ils assument des fonctions politiques. Le nouveau projet de recherche PROMO 35 de la Haute école de Coire veut maintenant examiner de plus près la mobilisation de jeunes adultes. Pour cela, elle élabore un nouvel outil en ligne pour les communes. Celui-ci montre pour chaque commune où se trouvent ses points forts et ses points faibles dans le recrutement de jeunes adultes et fait des propositions concrètes visant à prendre des mesures d'amélioration.

Membre du conseil communal à 24 ans

Mais il y a aussi les jeunes qui s'engagent spontanément: depuis le début

Nirosh Manoranjithan est un jeune homme plein de vie et très sociable. «On me connaissait bien dans la commune», dit-il à propos de son élection.

Photo: Daniel Ammann



de l'année, un Suisse de 24 ans d'origine sri-lankaise fait partie du Conseil communal de Vilters-Wangs (SG). De nombreux jeunes, qui autrement ne vont jamais voter, lui ont donné leur voix. Et pourtant, Nirosh Manoranjithan et sa famille n'ont pas grandi dans un environnement urbain, mais dans une région rurale conservatrice. Si pendant des décennies c'étaient les catholiques conservateurs et le PDC qui étaient au pouvoir dans presque toutes les communes, l'UDC est devenue la force politique dominante. Les étrangers et les immigrants à la peau foncée y ont certainement plus de mal à se faire une place que dans des villes comme Bâle, Genève ou Zurich. C'est donc lié à la personne de Nirosh Manoranjithan s'il a été élu au premier tour le 25 septembre 2016 à l'exécutif communal de Vilters-Wangs composé de cinq membres contre un candidat UDC. «On me connaissait bien dans la commune», dit aujourd'hui le jeune conseiller communal pour expliquer son succès. Le jeune Nirosh est quelqu'un qui aime vivre, qui est volontiers parmi les gens, qui va avec eux au club de gymnastique, qui joue au football et qui les rencontre au restaurant. S'intéressant depuis toujours à l'instruction civique et à la formation politique, c'est avant tout à l'école que Nirosh a été politisé. Par contre, à la maison, la politique n'a jamais été thématisée. Il a fini par faire partie des Radicaux. Et c'est ainsi que le jeune homme est membre du conseil communal de Vilters-Wangs depuis début 2017; il y est en première

ligne responsable pour la construction, la santé et le social, et naturellement aussi pour la jeunesse.

Les communes luttent également pour attirer les apprentis de commerce

Ce ne sont pas seulement les mandats de milice qui rencontrent des problèmes de recrutement. Même les apprentissages de commerce aux administrations communales sont apparemment moins attractifs aujourd'hui: «Autrefois, les communes pouvaient choisir entre 30 dossiers de candidature par poste d'apprenti commercial, aujourd'hui, il n'y en a plus que trois», dit Monika Gerber, directrice adjointe de l'Association des communes bernoises (ACB). En accord avec les Cadres des communes bernoises (CCB), l'ACB a investi près de 180 000 francs dans un projet de grande ampleur et devant durer plusieurs années. L'une des phases se termine par la campagne d'image qui a débuté le 1^{er} septembre. Dans les bus bernois, sur des affiches et des annonces, l'on voit des personnes jeunes et vieilles qui disent: «Travaille pour moi, travaille pour ma commune.»

*Curdin Derungs et Dario Wellinger,
HTW Chur
Markus Rohner
Barbara Spycher
Traduction: Claudine Schelling*

Infos:

www.promo35.ch
www.begem.ch